

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/RL/W/242

7 octobre 2009

(09-4807)

Groupe de négociation sur les règles

Original: anglais

SUBVENTIONS À LA PÊCHE

Communication de la Barbade

La communication ci-après, datée du 5 octobre 2009, est distribuée à la demande de la délégation de la Barbade.

Déclaration faite par la Barbade au nom des petites économies vulnérables
au sujet du point 15 c) de la liste de questions du Président
sur les subventions à la pêche

Nous souhaitons répondre à la question en mettant en avant une suggestion qui nous semble spécifique, novatrice et effective en ce qui concerne le traitement d'un certain nombre de pays en développement qui ne contribuent guère à la surpêche ni à la surcapacité. Les Membres sont bien au fait de l'importance que les petites économies vulnérables (PEV) attachent au processus et de leur volonté de trouver des solutions qui répondent au double objectif du mandat, à savoir: réduire les subventions qui sont à l'origine de la surpêche et de la surcapacité et faire en sorte que les pays en développement soient en mesure de soutenir la pêche et de tirer parti de ce secteur à des fins de développement.

Les petites économies vulnérables se sont fondées sur le mandat ministériel concernant les négociations sur les subventions à la pêche ainsi que sur les mandats de Doha et de Hong Kong concernant les PEV, qui nous enjoignent tous de trouver des solutions appropriées pour répondre aux préoccupations des PEV dans tous les domaines des négociations, y compris la pêche.

Depuis de nombreuses années, nous faisons régulièrement part de nos préoccupations en faisant des déclarations au Groupe de négociation, en présentant des propositions et en restant en liaison constante avec les Membres intéressés et le Président. Nous aimerions notamment appeler l'attention des Membres sur le document **TN/RL/W/226/Rev.5, daté du 22 septembre 2008** et présenté conjointement par la Barbade, Cuba, la Dominique, El Salvador, les Fidji, le Honduras, la Jamaïque, Maurice, le Nicaragua, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la République dominicaine, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie et les Tonga, qui donne des explications sur nos positions. Comme le temps est précieux, nous n'allons pas réitérer ces positions, mais voulons plutôt mettre sur la table quelque chose de nouveau, car les PEV souhaitent élaborer et proposer eux-mêmes des solutions qui règlent leurs problèmes.

Les PEV restent disposées à discuter de la structure du texte du Président et à élaborer des solutions appropriées pouvant être incorporées dans cette structure. Lorsque le texte a été présenté, nous avons fait savoir clairement que nous apprécions les efforts déployés par le Président pour définir un traitement spécial et différencié effectif mais que nous estimions, comme la majorité des pays en développement, que celui-ci ne nous donnerait pas le type de flexibilité et de marge de

manœuvre dont nous avons besoin. En outre, les PEV en particulier avaient le sentiment que le texte restreignait indûment les petits Membres qui avaient une très faible incidence sur la surpêche et la surcapacité. Le mandat n'exige pas la prohibition complète des subventions; au contraire, le libellé vise très précisément les subventions qui sont à l'origine de la surpêche et de la surcapacité. Bien que nous admettions qu'il n'est peut-être pas toujours facile d'établir l'existence ou l'absence d'un lien de causalité entre une subvention et la surpêche ou la surcapacité, la petite taille de nos flottes, les moyens financiers limités dont nous disposons pour accorder des subventions, notre faible part du marché des produits de la pêche de capture marine dans le monde et notre faible part du commerce mondial montrent bien, selon nous, à quel point il est peu probable que nous soyons la cause du problème. Pour nous, le sens de l'équité doit l'emporter.

La durabilité des ressources marines est importante pour nous. Certaines PEV sont entièrement ou en grande partie tributaires de la pêche et du tourisme et la durabilité des ressources naturelles est indispensable. Nous estimons que les pays qui accordent depuis longtemps des subventions superflues et dont les flottes disposent d'une surcapacité avérée devraient supporter la plus grande partie du poids de ces disciplines.

La réalité est qu'à ce stade de leur développement, certaines PEV ne sont pas en mesure d'offrir des subventions pour les frais d'exploitation ainsi que pour la construction de bateaux et leur entretien, en raison notamment du climat économique incertain qui règne aujourd'hui. En revanche, certains d'entre nous ont dû venir en aide aux pêcheurs en leur accordant des subventions pour leurs frais d'exploitation à la suite de l'augmentation récente du prix du carburant. Par conséquent, nous avons besoin de flexibilité pour pouvoir, soit continuer d'offrir les très petites subventions que nous accordons dans des domaines qui sont couverts par l'article I.1 a) et c), soit conserver la possibilité de les accorder dans l'avenir si les pouvoirs publics déterminent que les besoins en matière de développement l'exigent.

Le texte du Président dans sa forme actuelle ne tient pas compte de la taille de nos navires, dont beaucoup dépassent les 10 mètres. En outre, le texte ne tient pas compte de la nécessité de permettre aux pêcheurs de suivre les stocks de grands migrateurs et les stocks chevauchants dans les zones économiques exclusives (ZEE) de nos voisins lorsqu'il existe un accord mutuel entre les pays concernés. **Par conséquent, nous recommandons que l'article III.2 b) 2) ii) soit ajouté au texte du Président, afin d'accorder aux PEV le même traitement que celui qui est actuellement accordé pour les bateaux ne dépassant pas 10 mètres dans l'article III.2 b) 2) du texte du Président. En d'autres termes, les pays en développement dont la part du commerce mondial AMNA n'excède pas 0,1 pour cent seraient exemptés de la prohibition des subventions prévue par l'article I.1 a) et c).**

Il est important de faire observer que nous ne proposons pas de revenir sur les autres aspects du texte puisque nous aurons l'occasion au cours de sessions ultérieures d'examiner les questions relevant des articles 4 à 8.

D'où proviennent les chiffres que nous citons concernant l'AMNA? Il convient de rappeler que, dans le cadre des négociations sur l'AMNA, il est entendu que les pays en développement dont la part du commerce AMNA n'excède pas 0,1 pour cent bénéficieront de flexibilités additionnelles. Il en va de même dans le cadre des négociations sur l'agriculture, pour lesquelles il existe des critères fondés sur le commerce AMNA, le commerce des produits agricoles et le commerce mondial des marchandises. Par souci de cohérence, nous avons choisi le commerce AMNA précisément parce que le poisson est réputé être un produit AMNA dans le cadre de l'OMC. Nous avons examiné d'autres critères concernant plus particulièrement la pêche, mais avons dû admettre que négocier une nouvelle liste de pays à partir de données n'ayant pas fait l'objet d'un accord serait difficile, et peut-être contre-productif. Toutefois, il importe de noter que l'examen des données sur la pêche révèle que pratiquement tous ces pays détiennent une part des produits de la pêche de capture marine dans le

monde inférieure à 0,5 pour cent, et que l'ensemble des pays dont la part du commerce AMNA n'excède pas 0,1 pour cent détiennent une part cumulative n'excédant pas 3 pour cent (2,956). En outre, 28 de ces Membres détiennent chacun une part des prises de poissons dans le monde qui est inférieure à 0,1 pour cent, ce qui est minuscule selon nous.

Nous estimons que les données AMNA constituent des critères appropriés, effectifs et facilement vérifiables, mais nous restons ouverts aux suggestions que voudraient faire les Membres concernant d'autres critères ou des critères additionnels. Je voudrais souligner à ce stade que la liste des pays qui répondent selon nous à ce critère est tirée du document **TN/MA/S/18** et que deux autres pays faisant partie des Membres ayant accédé récemment – le Cap-Vert et les Tonga – détiennent eux aussi une part du commerce AMNA inférieure à 0,1 pour cent. En outre, il existe peut-être d'autres pays qui ont choisi de ne pas recourir à la solution prévue pour les PEV dans le cadre de l'AMNA et qui satisferaient au critère que nous utilisons.

Cela nous amène à la question de savoir si la liste des bénéficiaires devrait être statique ou dynamique; nous sommes disposés à examiner cette question plus avant. Il convient de faire remarquer que le traitement de la liste est statique dans le cadre de l'AMNA, mais nous sommes ouverts aux suggestions à ce sujet.

Nous avons examiné ces idées dans le cadre d'un certain nombre de réunions bilatérales en prévision de la présente session; l'une des suggestions faites par les Membres était de savoir si les PEV ne devraient pas s'intéresser de plus près à une solution du type article 27:4. Nous avons pris cette suggestion en considération et l'avons examinée mais, étant donné que nous ne cherchons pas à obtenir une exemption limitée dans le temps qui reposerait sur des décisions annuelles avec des critères additionnels et des obligations en matière de notification, nous estimons que la solution que nous recommandons est la plus appropriée. Les PEV s'efforceront d'accepter les obligations incombant aux pays en développement en matière de transparence et de notification qui seront contenues dans le texte dont il sera finalement convenu, mais nous n'envisageons pas d'être assujettis à des obligations additionnelles en matière de transparence et de notification, ni d'être visés par des exceptions limitées dans le temps, ni d'être astreints à supprimer graduellement des programmes, étant donné que cela n'est pas envisagé pour les subventions relevant de l'article II dans le cas des pays développés et des pays en développement, par exemple.

Nous avons été vraiment encouragés de constater que les Membres étaient disposés à discuter de nos idées lorsque nous les avons rencontrés bilatéralement et nous espérons que vous reconnaîtrez que les PEV jouent un rôle constructif en prenant l'initiative de proposer une solution qui répond à leurs besoins et à leurs priorités. Nous estimons que cette solution nécessiterait très peu de modifications au texte; elle n'enlève rien à aucun autre Membre; elle ne porte pas atteinte aux freins et contrepoids inscrits dans le texte, parmi lesquels l'article IV, l'article I.2 et l'article VI.6, qui disent que les Membres pourront porter à l'attention du comité compétent les subventions dont ils estiment qu'elles sont une cause de surpêche ou de surcapacité.

Il est important que les Membres comprennent que cette solution ne conviendra pas à tous les pays en développement; par conséquent, nous devons essayer de trouver en matière de traitement spécial et différencié d'autres solutions qui répondront aux besoins d'autres pays en développement, parce qu'une solution identique ne conviendra pas à toutes les situations.

Nous vous présentons ces idées, M. le Président, pour que vous les preniez en considération lorsque vous réviserez votre texte sur la pêche, et dans l'espoir que les Membres les accueilleront favorablement. Des copies de la présente déclaration et des statistiques auxquelles il a été fait référence sont disponibles dans la salle.

I. Liste des pays en développement autres que des PMA qui sont Membres de l'OMC et dont la part du commerce mondial AMNA est inférieure à 0,1 pour cent

Pays en développement autres que des PMA qui sont Membres de l'OMC et dont la part du commerce mondial AMNA est inférieure à 0,1 pour cent (voir la note 1 ci-après)	Part du commerce mondial AMNA (moyenne pour la période 1999-2004)	Part du total des prises dans le monde (pêche de capture marine d'espèces sauvages seulement) (moyenne pour la période 2004-2006) (voir la note 2 ci-après)
Albanie	0,017	0,003
Antigua-et-Barbuda	0,004	0,003
Arménie (sans littoral)	0,013	s.o.*
Barbade	0,011	0,003
Belize	0,004	0,005
Bolivie (sans littoral)	0,028	s.o.
Botswana (sans littoral)	0,056	s.o.
Brunéi Darussalam	0,053	0,003
Cameroun	0,032	0,077
Cuba	0,052	0,034
Dominique	0,001	0,001
El Salvador	0,044	0,048
Équateur	0,098	0,474
Ex-RY de Macédoine (sans littoral)	0,027	s.o.
Fidji	0,012	0,050
Gabon	0,032	0,041
Géorgie	0,012	0,003
Ghana	0,047	0,370
Grenade	0,002	0,002
Guatemala	0,072	0,015
Guyana	0,008	0,064
Honduras	0,032	0,018
Jamaïque	0,040	0,015
Jordanie	0,071	0,000
Kenya	0,041	0,009
Kirghizistan (sans littoral)	0,010	s.o.
Macao, Chine	0,050	0,002
Maurice	0,034	0,011
Moldova (sans littoral)	0,013	s.o.
Mongolie (sans littoral)	0,012	s.o.
Namibie	0,028	0,645
Nicaragua	0,018	0,032
Panama	0,035	0,258
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,030	0,307
Paraguay (sans littoral)	0,023	s.o.

Pays en développement autres que des PMA qui sont Membres de l'OMC et dont la part du commerce mondial AMNA est inférieure à 0,1 pour cent (voir la note 1 ci-après)	Part du commerce mondial AMNA (moyenne pour la période 1999-2004)	Part du total des prises dans le monde (pêche de capture marine d'espèces sauvages seulement) (moyenne pour la période 2004-2006) (voir la note 2 ci-après)
République dominicaine	0,063	0,013
Saint-Kitts-et-Nevis	0,002	0,001
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,002	0,007
Sainte-Lucie	0,003	0,002
Sri Lanka	0,095	0,242
Suriname	0,009	0,036
Swaziland (sans littoral)	0,015	s.o.
Trinité-et-Tobago	0,088	0,013
Uruguay	0,037	0,149
Zimbabwe (sans littoral)	0,030	s.o.

1) Les données sont extraites du document de l'OMC TN/MA/S/18, auquel il est fait référence dans le paragraphe 13 du document TN/MA/W/103/Rev.3 du 8 décembre 2008. La liste qui précède figure également dans l'annexe I du document TN/AG/W/4/Rev.4 du 8 décembre 2008.

2) Les statistiques relatives aux prises de poissons dans le monde, s'agissant de la moyenne pour la période 2004-2006, ont été demandées par les PEV et obtenues directement de la FAO. Les statistiques relatives à la part des prises de poissons dans le monde des dix Membres sans littoral n'étaient pas disponibles, principalement en raison du fait que ces Membres sont des pays sans littoral qui ne pratiquent guère la pêche marine d'espèces sauvages.

* Données non disponibles.